

POINT DE VUE

« Pour une révolution du tourisme Nord Sud »

Présidente de l'association française Transverses, Dora Valayer dénonce les dégâts du tourisme dans les pays en développement et appelle à une prise de conscience des visiteurs des pays riches.



Alain Pinoges - CIRIC

Le Nord pratique un tourisme souvent dévastateur pour les pays du Sud.

ON parle d'abondance des guerres, des grandes épidémies, des tremblements de terre. Mais les dégâts du tourisme sur les populations rurales des pays du Sud ne sont pas assez connus. Ils se font sans témoins. Quand les terrains de golf se multiplient comme aux Philippines, c'est au détriment des paysans dont les terres sont grignotées et l'eau rationnée pour l'entretien du gazon en saison sèche. Quand on construit en Inde, sur la côte de Goa, une ligne d'hôtels, des villages de pêcheurs sont rasés. En Afrique, si les Massaïs ont été expulsés de leurs territoires en Tanzanie, c'est pour céder la place aux safaris. Ce sont quelques-uns des multiples exemples des nuisances d'un certain type de tourisme pour les populations rurales des pays du Sud.

On ne peut se contenter de dire

que ce tourisme n'est pas si dévastateur puisqu'il fait entrer des devises. Avant d'en arriver là, un pays doit engager des sommes importantes en aménagements, aéroports, routes, autoroutes, voirie, espaces destinés aux implantations hôtelières. Plus le pays est pauvre et sous-équipé, moins il est préparé à l'accueil touristique, plus les aménagements sont onéreux et moins ils sont adaptés aux besoins immédiats et urgents de la population.

Changer de cap

Compte tenu de l'explosion du marché du tourisme, première industrie mondiale qui mettra en mouvement plus de 1,5 milliard de personnes en 2020 contre 600 millions aujourd'hui, il est urgent de changer de cap pour que le développement de cette activité ne se fasse pas, au

troisième millénaire, une fois encore, au détriment des populations du Sud. L'équilibre de notre planète en dépend aussi.

Car le tourisme n'est pas un mal absolu à prescrire absolument. Bien géré, il peut, au contraire, contribuer au bien-être des populations locales, au bonheur des touristes et au dialogue entre les autochtones et leurs visiteurs. A condition que toutes les parties concernées soient sur un pied d'égalité pour l'aborder et le traiter. A condition que les populations locales soient associées au projet.

Le problème est que la population ignore le plus souvent ce qui se prépare. Des débats, des expertises et de longues études sur le terrain précèdent une implantation touristique. On rassure par des promesses les habitants inquiets : le tourisme va changer leur vie, il y aura plus d'argent, des emplois plus tard pour les enfants, du bien-être pour tous. Seuls les plus malins y trouvent leur compte. Quand tout a basculé, il est trop tard.

Prise de conscience

Des codes de bonne conduite ont été mis au point. La Charte du tourisme durable est la plus aboutie. Elle rappelle les conditions d'un tourisme durable. Elle suppose de changer les règles du jeu de ce tourisme dévastateur pratiqué bien souvent par les visiteurs du Nord dans les pays du Sud. Il faut œuvrer pour son application.

Il faut aussi une prise de conscience du touriste. Car lorsque le plus attentif des visiteurs, le plus soucieux de justice, du respect des droits de l'homme et de l'environnement, celui en qui les habitants pourraient trouver un allié, contemple le beau paysage tropical autour de son hôtel, qui lui dira que, il y a quelques années à peine, il y avait là un village de pêcheurs heureux dont une partie seulement a trouvé des sous-emplois dans le tourisme ? Les autres ont tout perdu, leur habitat, leur instrument de travail et leur vie sociale. ■

Dora C. Valayer

Association Transverses,
7, rue Heyrault, 92100 Boulogne
Tél. et fax : 01.49.10.90.84